

21.08.2009 - 10:00 Uhr

economiesuisse - Une politique financière prudente aussi en temps de crise / Publication du deuxième moniteur financier

Zürich (ots) -

Une nette majorité des électeurs et des électrices souhaitent que l'État utilise les ressources disponibles de manière optimale afin d'accomplir ses tâches, en temps de crise également. Lorsque des déficits apparaissent, la population souhaite toujours que l'État rectifie le tir en réduisant les dépenses. Un accroissement de l'endettement est hors de question. Telles sont les conclusions présentées par economiesuisse dans le Moniteur financier 2009.

L'organisation faitière de l'économie suisse publie en collaboration avec l'institut de recherche gfs.bern son deuxième Moniteur financier. Cette publication présente les résultats des enquêtes menées sur la sensibilité de la population en matière de politique financière. Ce faisant, l'on donne régulièrement la parole aux électeurs et électrices. Cet exercice permet entre autres de mesurer les fluctuations de l'opinion publique.

Pas de dettes ni de dépenses supplémentaires

En matière de politique financière et fiscale, 85 % des personnes interrogées en 2009 préconisent d'accomplir les tâches sans augmentation des recettes. La majorité des sondés estiment qu'il serait même opportun de baisser les impôts à titre préventif, afin d'accroître la pression en vue d'une réduction des dépenses. A l'inverse, seule une petite minorité accepterait une hausse des impôts.

Comme en 2008, plus de la moitié des personnes interrogées attendent de l'État qu'il utilise les éventuels excédents pour éponger ses dettes. En revanche, 74 % des sondés privilégient une réduction des dépenses lorsque les comptes de l'État sont déficitaires. Seuls 18 % des sondés considèrent qu'il est judicieux que l'État contracte de nouvelles dettes. Augmenter les impôts pour remédier à des problèmes financiers est également tabou. Le moniteur financier confirme qu'il s'agit de mener une politique financière prudente et conservatrice en temps de crise, point de vue d'ailleurs partagé de gauche à droite de l'échiquier politique.

Les tendances se confirment aussi pour les domaines dans lesquels les sondés estiment qu'il faut réduire ou augmenter les dépenses. Les électeurs et électrices réclament des économies principalement dans le domaine de l'asile, mais aussi dans l'armée et du côté des salaires de l'administration. Cette année, l'AI et le système de la santé font leur apparition parmi les domaines dans lesquels il convient de réduire les dépenses. Il s'agit d'adapter les dépenses à la situation actuelle. Les domaines de la formation et de la recherche ainsi que l'AVS restent en revanche prioritaires pour les électeurs. Face à la crise, la propension à dépenser diminue dans toutes les régions du pays - en particulier dans le domaine social. Désormais, il n'y a plus aucun domaine de tâches pour lequel la majorité des sondés plébiscitent une hausse des dépenses.

Les électeurs et électrices estiment à nouveau qu'ils se jugent eux-mêmes comme les acteurs les plus crédibles en matière financière. La baisse de crédibilité du conseiller fédéral Rudolf Merz et du Parlement dans son ensemble par rapport à l'an dernier est liée à la crise économique. Les organisations économiques ont, pour leur part,

gagné en crédibilité. Selon Claude Longchamp, directeur et président du conseil d'administration de l'institut gfs.bern, si les représentants de l'économie et des travailleurs voient leur cote augmenter, c'est qu'ils ne sont pas considérés comme responsables de la crise, mais plutôt comme des acteurs qui s'engagent pour l'avenir de l'économie.

Il faut maîtriser définitivement l'endettement

Même si la Confédération s'attend à clore l'année avec un petit excédent, le budget et le plan financier pour les années 2010 à 2013 prévoient une forte augmentation des dépenses et des déficits se chiffrant en milliards. Le frein à l'endettement mis en place par la Confédération ne serait plus respecté dès 2011. Selon Pascal Gentinetta, pour inverser cette évolution inquiétante, il convient d'introduire une règle de financement durable dans le domaine des assurances sociales et de préparer un réexamen des tâches qui tiendra compte de la conjoncture.

Dans la période actuelle, tout particulièrement, la confiance des citoyens et des citoyennes dans la politique revêt une importance particulière. Les responsables politiques peuvent s'appuyer sur les tendances relevées dans le moniteur financier pour définir l'orientation de la politique financière et fiscale.

Contact:

Cristina Gaggini, directrice romande
Téléphone : 078 781 82 39
cristina.gaggini@economiesuisse.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002808/100588482> abgerufen werden.